

ECRICOME PREPA 2024

Histoire, géographie et géopolitique du monde contemporain

DESPLAT

KARL

Note de délibération : 19 / 20



Né(e) le

Nom

D E S P L A T

Prénom (s)

K A R L

19 / 20



Épreuve: H G G N C

Sujet 1 ou 2

(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille 01 / 03

Numéro de table

004

Sujet 2 - Questions

1. Depuis la fin des années 2010, le commerce mondial poursuit sa forte croissance entamée dans les années 1990, d'une manière erratique. Il est touché par deux crises: celle des subprimes en 2008 et celle du COVID en 2020, qui se traduisent par une diminution sur le graphique. Entre 2008 et 2020, il est multiplié par 1,85 environ: une évolution plus élevée que celle de la décennie précédente, et également que celle du PIB mondial de 2008 à 2020 (1,65 environ). Cela traduit une part croissante du commerce international dans l'économie des nations. Ainsi la démondialisation n'est pas traduite par ces statistiques alors que le commerce international connaît une bonne décennie.

2. Pour tous les pays présents dans ce document statistique, on observe une diminution du nombre de touristes internationaux proche des 50%, avec quelques exceptions: moins 60% pour l'Espagne et une diminution de 100% pour le Japon, cela entre 2019 et 2021. Les données de 2019 sont

enregistrées avant la crise du COVID, tandis que celles de 2021 le sont pendant ou après, selon la situation de pays. En effet, des restrictions des migrations, dont le tourisme, sont mises en place durant cette crise : en témoignent les Jeux Olympiques de Tokyo en 2020 qui n'autorisent pas les familles des athlètes à venir.

3 - Au sein des entreprises installées en France, l'INSEE identifie des secteurs avec une tendance plus forte à délocaliser : l'industrie manufacturière, les activités scientifiques, spécialisées et techniques. En effet, ces secteurs, ensemble, voient 6.4% de leurs entreprises délocaliser au moins une fois. Par ailleurs, plus une entreprise exporte, plus elle a tendance à délocaliser : en témoignent les 9% d'entreprises fortement exportatrices qui délocalisent. Au delà, plus une entreprise compte de salariés, plus elle délocalise. Dans le même temps, on pourrait expliquer un mouvement de relocalisations par plusieurs dynamiques. L'une d'entre elles, par exemple le patriotisme économique amène les entreprises à relocaliser pour produire sur le sol français, et obtenir un label de certification comme le label C.F.G. (Conquête France Garantie).

Sommes-nous entrés dans l'ère de la démondialisation ?

Entre 2008 et 2017, 92 entreprises françaises effectuent des opérations majeures de relocalisation de leurs unités en France. Relocaliser est un moyen de participer à la démondialisation selon Jacques SAPIR, dans la démondialisation (2011). Ainsi, on observe ici une certaine dynamique, qui semble s'opposer à la mondialisation, et elle serait souhaitable pour SAPIR :

« Toujours le marine de guerre a précéder le marine marchand. Il souligne ici les effets négatifs de la mondialisation.

Quand la mondialisation définit un processus d'intensification des flux de toute nature entre les différentes parties du monde, la démondialisation vise à la déconstruire : cela serait une réduction de l'interconnexion des différents endroits du globe et des flux humains, de capitaux, de marchandises et même numériques. Si l'on est entré dans l'ère de la démondialisation, alors cette dernière réunit son entreprise avec succès, et les acteurs de la mondialisation (les États, les FTN (Firmes Trans-Nationales) et les citoyens) s'acharnent à y participer. Notre étude concernera le globe terrestre ainsi que son espace extra-atmosphérique puisque, par exemple, les satellites participent à l'intensification des flux numériques, et débutera dans les années 1990 car il s'agit du début de la dernière mondialisation vécue, pour Laurent Combes.

Des lors, les États, les FTN et les individus œuvrent-ils aujourd'hui à réduire l'interconnexion des territoires du globe ?

Somme toute, la démondialisation est-elle devenue la dynamique majoritaire, au point d'écraser sa concurrente, la mondialisation?

Certes, les Etats, FIV et les individus suivent de plus en plus la tendance de la démondialisation (I) mais la mondialisation demeure une formidable ligne directrice pour assurer les intérêts de ces derniers (II). Il se trouve cependant qu'une partie de la démondialisation soit nécessaire au développement des territoires (III)

*

*

*

La démondialisation peut se percevoir sous différentes formes : des relocalisations d'unités de production décidées par des entreprises aussi bien que la mise en place de politiques protectionnistes. Ces dernières s'opposent au libre échange, et donc aux flux de marchandises. Ainsi elles participent à la démondialisation. Par ailleurs, face aux crises, le protectionnisme est une réponse appréciée par les gouvernements, qu'ils soient libéraux ou non. En témoignent le Smoot-Hawley Tariff Act de 1930 mis en place par les Etats-Unis en solution à la crise de 1920). Récemment, la crise du COVID a accentué ce genre de politiques qui participent à la démondialisation. Thomas GORTART, dans Les ambitions insavées (2023) illustre cela avec l'exemple de l'Inde. Selon lui, "l'heure est au Nabe India Great Alone". Il souligne ici le refus du libre échange par l'INDI qui, par exemple, refuse de signer le RCEP en 2019 (Regional Comprehensive

Numéro d'inscription



Né(e) le

Nom

D E S P L A T

Prénom (s)

K A R L

19 / 20



Épreuve : HGGMC

Sujet 1 ou 2
(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille 02 / 03

Numéro de table 004

Economic Partnership), un traité de libre échange asiatique incluant les pays de l'ASEAN et 4 autres partenaires. Pour se relever de la crise du COVID, l'Inde préfère fonder sa stratégie en se basant sur ses champions nationaux, les conglomérats Adani Group et Reliance Industries. En cela, certains Etats adoptent des stratégies qui vont en faveur de la démondialisation : comme le refus du libre échange en tant que stratégie de réponse aux crises.

La démondialisation est par ailleurs reliée à la volonté de préservation des intérêts nationaux, ce qu'on pourrait nommer le patriotisme économique (un des moyens de la démondialisation pour S. SAPIR). Il en résulte autant des stratégies d'acteurs étatiques que des stratégies de FTM. L'état peut choisir de préserver son marché, son économie et le pouvoir d'achat de ses citoyens en accordant des subventions à certaines entreprises qui souhaiteraient relocaliser. Pour les entreprises, il s'agit d'une part d'obtenir ces subventions, et d'autre part d'utiliser

la relocalisation comme un argument de vente auprès des consommateurs de son pays d'origine. C'est par exemple la stratégie qu'adopte le gouvernement américain avec le Chips and Science Act de 2022, visant entre autres à relocaliser la production de semi-conducteurs sur le territoire national, avec un budget de 430 milliards de dollars (la relocalisation ne concerne qu'une partie de ces fonds). D'autant plus que cette facette de la démondialisation permet aux États-Unis de faire face à la Chine, puisque leur rivalité se décline sur le champ économique, entre autres. En ces éléments, les États et la FTV, dans une stratégie favorisant chacun leurs intérêts, peuvent être amenés à suivre la dynamique de la démondialisation.

*

Entre patriotisme économique, relocalisation, subventions et géostratégie, la démondialisation semble être une aubaine pour les États aussi bien que pour la FTV. Mais ceux-ci sont moindres face aux bénéfices de la mondialisation.

La mondialisation demeure une dynamique dominante: elle est un avantage pour ses acteurs. Certes, la démondialisation a ses justifications mais celles de la

mondialisation sont plus attirantes. En effet, une entreprise, dont le but est de chercher à faire du profit, va nécessairement chercher à réduire ses coûts pour maximiser ses gains, cela étant accentué depuis la révolution néolibérale et la démocratisation de l'actionnariat. Dès lors, il s'offre à elle une des stratégies les plus efficaces, la délocalisation. Elie COHEN, dans la souveraineté industrielle (2022) identifie 4 raisons, pour une entreprise, de délocaliser. Il s'agit de la fiscalité, les droits sociaux, le coût du travail et, plus récemment, les normes environnementales. Par exemple, la fiscalité est un avantage pour une FTN si elle choisit de délocaliser son siège social en Irlande, où les taux d'impositions sont autour de 12,5% pour les FTN. En cela, la mondialisation, permettant la délocalisation, est un outil au service des entreprises toujours pertinent pour leur permettre d'augmenter leur rentabilité.

Au delà de son efficacité, la mondialisation est un processus inscrite dans le temps et difficilement réversible. En effet, la mondialisation repose sur des infrastructures telles que des ports ou des chemins de fer, pour le transport de marchandises, ou encore sur des câbles sous-marins pour les télécommunications. Ainsi il est difficile d'abandonner ces infrastructures, d'autant plus que certains États ont fondé leur stratégie à long terme dessus. Par exemple, la Chine, à travers son projet BRI (Belt and Road Initiative) décrit par Sébastien

COLIV ; "Les nouvelles routes de la Soie : vers une mondialisation chinoise ?", IEM (2019). En effet ce projet, estimé à plus de 8000 milliards de dollars sur 30 ans est ancré dans la géostratégie chinoise : des investissements massifs dans des infrastructures reliant les différentes parties du monde ont été effectués, par exemple avec des chemins de fer reliant Qingdao à l'Europe, ou grâce aux investissements dans des ports étrangers comme Gwadar au Pakistan ou le Pirée en Grèce. Ainsi, certains États comme la Chine, d'abord fermés au libre échange, fondent leur stratégie future sur une continuité de la mondialisation. Il est donc difficile ici de parler d'une "ère de la démondialisation".

*

Entre optimisation des coûts de production, de la fiscalité et géostratégie des nations, la mondialisation semble être incontournable pour les FIV, États et individus. Mais il s'avère, que dans certains cas, la démondialisation est nécessaire au développement et à la sécurité d'un État, et également à la prospérité d'une entreprise.

Comme vu précédemment, la démondialisation peut se caractériser par une diminution des flux entre les différentes parties du globe, ces derniers peuvent être de toute nature. Cela concerne donc nécessairement les flux humains. Mais il peut évidemment arriver que ces flux ne soient pas souhaitables dans des situations

Numéro d'inscription



Né(e) le

Nom

D E S P C A T

Prénom (s)

K A R L

19 / 20



Épreuve : HGGAC

Sujet 1 ou 2
(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille 03 / 03

Numéro de table 004

de crise : par exemple une situation de crise
sanitaire. Au delà des raisons évidentes de fermeture
des frontières pendant la crise du COVID, cela a eu
des effets sur l'état actuel des frontières. En effet,
selon Michel FOUCHER, dans le rapport RAMSES
2020 : " la pandémie a renforcé l'idée de frontière
comme fermeture ". Ainsi, une situation d'urgence,
poussant à une démondialisation partielle, peut
augmenter le rôle de la dynamique démondialisatrice.

Par ailleurs, la nécessité de combattre le
changement climatique est un facteur de démon-
dialisation : ici, elle est obligatoire pour certaines
FTV. Pour certaines industries, il devient effective-
ment absurde de délocaliser abusivement et de produire
loin de son premier marché de consommation : notamment
pour le marché de l'agriculture et de l'agro-alimentaire.
Effectivement, le transport de marchandises est un grand
facteur de pollution, puisque les navires et porte-conte-
neurs émettent des gaz à effet de serre par la

combustion du moteur. Par exemple, certaines exploitations agricoles françaises importent du foin en provenance d'Amérique du Sud pour nourrir leurs troupeaux : cela semble être une aberration. En ces éléments, la mondialisation est parfois une nécessité, ici pour des raisons de développement durable.

*

* *

En somme, si certains stratégies des FIV et des États perçoivent la mondialisation comme un avantage, pour favoriser l'économie nationale par exemple, ceux de la mondialisation semblent bien plus importants : optimisation des coûts de production, du développement des territoires et de la géostratégie des nations. Elle semble avoir installé un modèle inébranlable, qui dure dans le temps. Mais, enfin, certaines situations récentes révèlent que la mondialisation est inévitable parfois : crise sanitaire, environnementale. Dès lors, pour faire face à la crise environnementale, ne faudrait-il pas aller plus loin en visant la décroissance, comme le préconise Serge LATOUCHE dans le Paris de la décroissance (2008).